



Agen, le 20 novembre 2017

Madame le Maire, Monsieur le Maire,

Depuis plus de 10 ans, la situation financière des Départements ruraux ne cesse de se dégrader en raison des désengagements continuels de l'Etat. Depuis quelques années, cette détérioration touche également la plupart des autres collectivités locales, notamment communales et intercommunales, du fait de la baisse des dotations, des transferts de charges et de l'inflation normative.

Aujourd'hui, la question n'est plus de savoir si l'espace rural avance moins vite que les territoires urbains bénéficiant de l'attractivité d'une métropole mais plus radicalement et tout simplement si les pouvoirs publics souhaitent réellement que la ruralité continue d'exister.

Cette situation est le résultat d'un constat : les chemins de développement de ces deux Frances divergent. L'une bénéficie pleinement de la mondialisation, l'autre s'inscrit dans une trajectoire d'appauvrissement.

En Lot-et-Garonne, comme dans la plupart des autres départements ruraux de notre pays, les capacités d'investissement de nos collectivités - communes, intercommunalités, Conseil départemental - s'amenuisent à la fois en raison de la baisse des dotations et, s'agissant du Département, du fait du refus de l'Etat de compenser à juste hauteur les Allocations Individuelles de Solidarité (Revenu de Solidarité Active, Allocation Personnalisée d'Autonomie et Prestation de Compensation du Handicap) que nous versons pour son compte. Le constat est sans appel. Nos collectivités souffrent et c'est tout le monde rural qui est en danger.

Aujourd'hui, nous voulons accentuer notre combat au niveau national, au sein des associations d'élus représentatives (Assemblée des Départements de France, Association des Maires de France et Association des Maires Ruraux de France) pour que les spécificités de l'espace rural soient enfin reconnues à leur juste mesure.

A l'image des politiques de la Ville menées depuis des décennies dans notre pays et récemment réaffirmées par le président de la République, nous demandons la mise en place d'un véritable plan Marshall pour les territoires ruraux doté de moyens exceptionnels compte tenu de la situation.

C'est pourquoi, nous vous adressons, ci-joint, un texte adopté à l'unanimité par les 42 conseillers départementaux de Lot-et-Garonne et co-signé par nous tous. Nous vous invitons à soumettre à votre conseil municipal ce projet de délibération qui nous permettra de conforter le Département et les collectivités dans la négociation qu'ils mènent avec l'Etat pour offrir un avenir à notre ruralité.

Notre démarche est avant tout constructive et ne s'inscrit pas en opposition au Gouvernement. Au contraire, nous souhaitons proposer des solutions pour l'avenir et tous les parlementaires, députés et sénateurs, seront associés à cette initiative. C'est en effet unis au-delà de nos sensibilités politiques que nous pourrons porter efficacement la voix du Lot-et-Garonne au plus haut sommet de l'Etat.

Nous vous prions de croire, Madame le Maire, Monsieur le Maire, en l'assurance de nos sentiments les meilleurs.



Pierre CAMANI  
Président du Conseil départemental  
de Lot-et-Garonne



Jean DIONIS du SEJOUR  
Président de l'Amicale des Maires  
de Lot-et-Garonne



Guy CLUA  
Président de l'Association des  
Maires ruraux de Lot-et-Garonne